

Genève, le 24 octobre 1931.

SOCIETE DES NATIONS

QUATRIEME CONFERENCE  
GENERALE DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT

(Genève, 12 au 24 octobre 1931)

---

INSTRUMENTS OFFICIELS  
APPROUVES PAR LA CONFERENCE

---

LEAGUE OF NATIONS

FOURTH GENERAL CONFERENCE ON COMMUNICATIONS  
AND TRANSIT

(Geneva, October 12th to 24th, 1931)

---

OFFICIAL INSTRUMENTS APPROVED  
BY THE CONFERENCE

---

TABLE DES MATIÈRES.

---

	Pages
Acte final. . . . .	3
Recommandation relative aux mesures à prendre en cas d'interruption grave des voies de communication servant au transit international . . . . .	13
Acte relatif aux aspects économiques et sociaux de la stabilisation des fêtes mobiles . . .	14
Résolution relative aux aspects économiques et sociaux de la simplification du calendrier grégorien . . . . .	15

---

CONTENTS.

---

	Page
Final Act . . . . .	3
Recommendation concerning Measures to be taken in Cases of Serious Interruption of Transit Routes . . . . .	13
Act regarding the Economic and Social Aspects of fixing Movable Feasts . . . . .	14
Resolution concerning the Economic and Social Aspects of the Simplification of the Gregorian Calendar . . . . .	15

---

## ACTE FINAL

Les Gouvernements de l'UNION SUD-AFRICAINE, de l'ALBANIE, de l'ALLEMAGNE, de la RÉPUBLIQUE ARGENTINE, de l'AUTRICHE, de la BELGIQUE, de la GRANDE-BRETAGNE et de l'IRLANDE DU NORD, de la BULGARIE, du CANADA, du CHILI, de la CHINE, de la COLOMBIE, de CUBA, de la VILLE LIBRE DE DANTZIG, de l'EGYPTE, de l'ESPAGNE, de l'ESTONIE, des ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, de la FINLANDE, de la FRANCE, de la GRÈCE, de la HONGRIE, de l'INDE, de l'ETAT LIBRE D'IRLANDE, de l'ITALIE, du JAPON, de la LETTONIE, de la LITHUANIE, du LUXEMBOURG, du MEXIQUE, de la NORVÈGE, des PAYS-BAS, du PÉROU, de la POLOGNE, du PORTUGAL, de la ROUMANIE, du SIAM, de la SUÈDE, de la SUISSE, de la TCHÉCOSLOVAQUIE, de la TURQUIE, de l'URUGUAY, de la YOUGOSLAVIE,

Ayant accepté l'invitation qui leur a été adressée en vertu de la résolution du Conseil de la Société des Nations en date du 19 janvier 1931, de participer à la quatrième Conférence générale des communications et du transit,

Ont, en conséquence, désigné comme délégués, conseillers techniques et secrétaires:

### UNION SUD-AFRICAINE.

*Délégué:*

Major F. F. PIENAAR, D.T.D., O.B.E., Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

### ALBANIE.

*Délégué:*

M. Lec KURTI, Ministre Résident, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

### ALLEMAGNE.

*Délégués:*

Son Excellence le D<sup>r</sup> A. SEELIGER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Le D<sup>r</sup> G. KAISENBERG, Conseiller ministériel.

Le D<sup>r</sup> K. STEUERNAGEL, Directeur de la Compagnie des chemins de fer du Reich.

*Expert:*

Le D<sup>r</sup> H. PLATZER, Directeur à l'Office de Statistique du Reich.

*Secrétaire:*

Le D<sup>r</sup> F. V. HOLM, Secrétaire de Légation.

*Interprète:*

Fräulein VON WERNER.

### RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

*Délégué:*

Son Excellence le D<sup>r</sup> Enrique RUIZ-GUINAZÚ, Ministre plénipotentiaire de la République Argentine en Suisse.

### AUTRICHE.

*Délégués:*

Son Excellence M. Maximilien HOFFINGER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Autriche à Berne.

Son Excellence M. Emerich VON PFLÜGL, Représentant permanent de l'Autriche auprès de la Société des Nations.

M. Henri GRÜNEBAUM, Docteur en droit, Conseiller ministériel au Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

## FINAL ACT.

The Governments of UNION OF SOUTH AFRICA, ALBANIA, GERMANY, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, BULGARIA, CANADA, CHILE, CHINA, COLOMBIA, CUBA, FREE CITY OF DANZIG, EGYPT, SPAIN, ESTONIA, UNITED STATES OF AMERICA, FINLAND, FRANCE, GREECE, HUNGARY, INDIA, IRISH FREE STATE, ITALY, JAPAN, LATVIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MEXICO, NORWAY, NETHERLANDS, PERU, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, SIAM, SWEDEN, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TURKEY, URUGUAY, YUGOSLAVIA,

having accepted the invitation addressed to them in virtue of the resolution of the Council of the League of Nations dated January 19th, 1931, to take part in the Fourth General Conference on Communications and Transit,

Have, accordingly, appointed as delegates, technical advisers and secretaries:

### UNION OF SOUTH AFRICA.

*Delegate :*

Major F. F. PIENAAR, D.T.D., O.B.E., Permanent Representative accredited to the League of Nations.

### ALBANIA.

*Delegate :*

M. Lec KURTI, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

### GERMANY.

*Delegates :*

His Excellency Dr. A. SEELIGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.  
Dr. G. KAISENBERG, Ministerial Councillor.  
Dr. K. STEUERNAGEL, Director of the Railway Company of the Reich.

*Expert :*

Dr. H. PLATZER, Director at the Statistical Office of the Reich.

*Secretary :*

Dr. F. V. HOLM, Secretary of Legation.

*Interpreter :*

Fräulein VON WERNER.

### ARGENTINE REPUBLIC.

*Delegate :*

His Excellency Dr. Enrique RUIZ-GUINAZÚ, Minister Plenipotentiary of the Argentine Republic in Switzerland.

### AUSTRIA.

*Delegates :*

His Excellency M. Maximilien HOFFINGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Austria at Berne.  
His Excellency M. Emerich VON PFLÜGL, Permanent Austrian Representative accredited to the League of Nations.  
M. Henri GRÜNEBAUM, Doctor of Law, Ministerial Councillor at the Federal Ministry of Commerce and Communications.

BELGIQUE.

*Délégués :*

M. J. DE RUELLE, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères.  
M. M. CASTIAU, Secrétaire général du Ministère des Transports.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD.

*Délégué :*

Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

BULGARIE.

*Délégué :*

M. Luben BOCHKOFF, Directeur général des Chemins de fer et des Ports.

CANADA.

*Délégué :*

M. W. A. RIDDELL, Conseiller permanent du Gouvernement auprès de la Société des Nations.

*Délégué suppléant :*

M. P. E. RENAUD, Secrétaire du Bureau canadien, Genève.

*Expert :*

M. Moses B. COTSWORTH, Directeur de l'« International Fixed Calendar League ».

CHILI.

*Délégués :*

M. Enrique GAJARDO, Secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.  
M. F. GARCIA-OLDINI, Consul à Genève.

CHINE.

*Délégué :*

M. K. Y. Woo, Représentant des Administrations des chemins de fer du Gouvernement chinois de Peiping-Hankow-Peiping Liaoming et de Tien-Tsin-Pukow; Directeur du Bureau européen du Ministère des Chemins de fer du Gouvernement national de la République de Chine.

COLOMBIE.

*Délégué :*

Son Excellence le Dr A. J. RESTREPO, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

CUBA.

*Délégués :*

Son Excellence M. Guillermo DE BLANCK Y MENOCA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.  
M. J. DE LA LUZ LEÓN, Consul à Genève.

VILLE LIBRE DE DANTZIG.

*Délégués :*

M. V. MODEROW, Vice-Président de la Délégation polonaise du Conseil du port de Dantzig.  
Le Dr H. BLUME, Conseiller de Régence.

EGYPTE.

*Délégué :*

M. Abdel Fattah ASSAL, Consul à Genève.

BELGIUM.

*Delegates :*

M. J. DE RUELLE, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs.  
M. M. CASTIAU, Secretary-General of the Ministry of Transport.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND.

*Delegate :*

Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

BULGARIA.

*Delegate :*

M. Luben BOCHKOFF, Director-General of Railways and Ports.

CANADA.

*Delegate :*

Mr. W. A. RIDDELL, Dominion of Canada Advisory Officer accredited to the League of Nations.

*Substitute Delegate :*

Mr. P. E. RENAUD, Secretary, Canadian Office, Geneva.

*Expert :*

Mr. Moses B. COTSWORTH, Director of the International Fixed Calendar League.

CHILE.

*Delegates :*

M. Enrique GAJARDO, Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.  
M. F. GARCIA-OLDINI, Consul at Geneva.

CHINA.

*Delegate :*

M. K. Y. Woo, Representative of the Chinese Government Railway Administrations of the Peiping-Hankow-Peiping-Liaoming and Tientsin-Pukow; Director of the European Bureau of the Ministry of Railways of the National Government of the Republic of China.

COLOMBIA.

*Delegate :*

His Excellency Dr. A. J. RESTREPO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

CUBA.

*Delegates :*

His Excellency M. Guillermo DE BLANCK Y MENOCAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.  
M. J. DE LA LUZ LEÓN, Consul at Geneva.

FREE CITY OF DANZIG.

*Delegates :*

M. V. MODEROW, Vice-President of the Polish Delegation to the Danzig Harbour Board.  
Dr. H. BLUME, Regierungsrat.

EGYPT.

*Delegate :*

M. Abdel Fattah ASSAL, Consul at Geneva.

ESPAGNE.

*Délégués :*

M. H. DE CASTRO BONEL, Directeur général de l'Institut géographique et de Statistique.  
M. A. KRAHE, Directeur adjoint de la Compagnie nationale des chemins de fer de l'Ouest.  
M. L. ROCA DE TOGORES Y PEREZ DEL PULGAR, Secrétaire d'Ambassade.

ESTONIE.

*Délégué :*

Son Excellence M. August SCHMIDT, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome et à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

*Délégué suppléant :*

M. J. KÔDAR, Secrétaire à la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

*Experts :*

Le Dr Charles F. MARVIN, Chef du « Weather Bureau » des Etats-Unis d'Amérique.  
Le Dr Charles E. LYON, Attaché commercial à Berne.  
M. Prentiss GILBERT, Consul à Genève.

FINLANDE.

*Délégué :*

M. Paul HJELT, Secrétaire de Légation.

FRANCE.

*Délégué :*

M. Silvain DREYFUS, Vice-Président du Conseil général des Ponts et Chaussées et du Conseil supérieur des travaux publics; Président de la Commission consultative et technique des communications et du transit.

*Experts :*

M. André BERTAUT, Membre du Conseil national économique; Membre de la Chambre de Commerce de Paris.  
M. René MAYER, Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'Etat.

*Secrétaire :*

M. François DE PANAFIEU, Attaché d'Ambassade.

GRÈCE.

*Délégués :*

M. Athanase POLITIS, Conseiller technique de la Légation hellénique en France.  
M. Alexandre CONTOUMAS, Premier Secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

HONGRIE.

*Délégué :*

Son Excellence M. Alfred DE DIETRICH VON SACHSENFELS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Ministère des Affaires étrangères.

INDE.

*Délégué :*

Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE.

*Délégués :*

M. Sean LESTER, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.  
M. T. J. COYNE, Secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.



SPAIN.

*Delegates :*

M. H. DE CASTRO BONEL, Director-General of the Geographical and Statistical Institute.  
M. A. KRAHE, Assistant Director of the National Western Railway Company.  
M. L. ROCA DE TOGORES Y PEREZ DEL PULGAR, Secretary of Embassy.

ESTONIA.

*Delegate :*

His Excellency M. August SCHMIDT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Rome and Berne, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

*Substitute Delegate :*

M. J. KÔDAR, Secretary at the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

UNITED STATES OF AMERICA.

*Experts :*

Dr. Charles F. MARVIN, Chief of the United States Weather Bureau.  
Dr. Charles E. LYON, Commercial Attaché at Berne.  
Mr. Prentiss GILBERT, Consul at Geneva.

FINLAND.

*Delegate :*

M. Paul HJELT, Secretary of Legation.

FRANCE.

*Delegate :*

M. Silvain DREYFUS, Vice-President of the General Council of Roads and Bridges and of the High Council of Public Works; Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit.

*Experts :*

M. André BERTAUT, Member of the National Economic Council, Member of the Chamber of Commerce, Paris.  
M. René MAYER, Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'Etat.

*Secretary :*

M. François DE PANAFIEU, Attaché of Embassy.

GREECE.

*Delegates :*

M. Athanase POLITIS, Technical Adviser of the Greek Legation in France.  
M. Alexandre CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

HUNGARY.

*Delegate :*

His Excellency M. Alfred DE DIETRICH VON SACHSENFELS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Ministry for Foreign Affairs.

INDIA.

*Delegate :*

Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

IRISH FREE STATE.

*Delegates :*

Mr. Sean LESTER, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.  
Mr. T. J. COYNE, Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

ITALIE.

*Président de la Délégation :*

M. G. SINIGALIA, Ancien Inspecteur supérieur et Conseiller d'Administration des chemins de fer du Royaume.

*Délégué adjoint :*

M. F. MARENA, Lieutenant-Général des Capitaineries de Port.

*Experts :*

Le Dr S. MALTESE, Inspecteur en Chef des chemins de fer de l'Etat.

M. J. BAGLI, Inspecteur supérieur au Ministère royal des Corporations.

Le Dr M. MOLFESE, Chef de l'Aviation civile.

M. E. MELLINI, Ingénieur, Inspecteur supérieur à l'Inspectorat général des chemins de fer, tramways et automobiles.

M. S. CACOPARDO, Chef de Section au Ministère de l'Aéronautique.

JAPON.

*Délégué :*

M. N. ITO, Directeur adjoint du Bureau du Japon à la Société des Nations.

*Secrétaires :*

M. Motoharu SHICHIDA, Secrétaire à l'Ambassade du Japon à Berlin.

M. Takeji KOBAYASHI, Secrétaire au Ministère des Communications.

M. Shintaro SATO, Secrétaire au Bureau du Japon à la Société des Nations.

LETTONIE.

*Délégués :*

Son Excellence M. J. FELDMANS, Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

M. P. REINHARDS, Ministre adjoint des Communications.

LITHUANIE.

*Délégué :*

M. DOBKEVICIUS, Conseiller technique et commercial de la Légation de Lithuanie en France.

LUXEMBOURG.

*Délégué :*

M. Charles VERMAIRE, Consul à Genève.

MEXIQUE.

*Délégué :*

M. S. MARTINEZ DE ALVA, Directeur du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

NORVÈGE.

*Délégué :*

M. H. BIRKELAND, Chargé d'Affaires de Norvège à Berne et Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

PAYS-BAS.

*Délégués :*

M. F. L. SCHLINGEMANN, Ingénieur en Chef, Directeur du « Rijkswaterstaat ».

Le Dr E. MORESCO, Professeur, ancien Secrétaire général du Département des Colonies et ancien Vice-Président du Conseil des Indes néerlandaises.

M. J. F. H. GERAETS, Directeur au Ministère du Travail, du Commerce et de l'Industrie, Membre du Comité national pour la réforme du calendrier.

ITALY.

*President of the Delegation :*

M. G. SINIGALIA, Former Chief Inspector and Adviser to the Board of Directors of the Royal States Railways.

*Deputy-Delegate :*

M. F. MARENA, Lieut.-General of Port Captaincies.

*Experts :*

Dr. S. MALTESE, Chief Inspector of the State Railways.

M. J. BAGLI, Superior Inspector at the Royal Ministry of Corporations.

Dr. M. MOLFESE, Chief of Civil Aviation.

M. E. MELLINI, Engineer, Superior Inspector at the General Inspectorate of Railways, Tramways and Automobiles.

M. S. CACOPARDO, Chief of Section at the Air Ministry.

JAPAN.

*Delegate :*

M. N. ITO, Assistant Director of the Japanese League of Nations Office.

*Secretaries :*

M. Motoharu SHICHIDA, Secretary at the Japanese Embassy in Berlin.

M. Takeji KOBAYASHI, Secretary at the Ministry of Communications.

M. Shintaro SATO, Secretary at the Japanese League of Nations Office.

LATVIA.

*Delegates :*

His Excellency M. J. FELDMANS, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

M. P. REINHARDS, Deputy-Minister of Communications.

LITHUANIA.

*Delegate :*

M. DOBKEVICIUS, Technical and Commercial Adviser of the Lithuanian Legation in France.

LUXEMBURG.

*Delegate :*

M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva.

MEXICO.

*Delegate :*

M. S. MARTINEZ DE ALVA, Director of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

NORWAY.

*Delegate :*

M. H. BIRKELAND, Norwegian Chargé d'Affaires at Berne and Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

NETHERLANDS.

*Delegates :*

M. F. L. SCHLINGEMANN, Chief Engineer, Director of the " Rijkswaterstaat ".

Dr. E. MORESCO, Professor, former Secretary-General of the Colonial Department and former Vice-President of the Council of the Dutch East Indies.

M. J. F. H. GERAETS, Director at the Ministry of Labour, Commerce and Industry, Member of the National Committee for Calendar Reform.

PÉROU.

*Délégué :*

M. José-Maria BARRETO, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

POLOGNE.

*Chef de la Délégation :*

M. W. MODEROW, Vice-Président de la Délégation polonaise au Conseil du Port à Dantzig.

*Délégués suppléants :*

M. A. KONOPKA, Chef de Section au Ministère des travaux publics.

M. E. LIPINSKI, Professeur, Directeur de l'Institut des recherches sur le mouvement général des affaires et sur la formation des prix, Président du Comité national pour la Réforme du Calendrier.

PORTUGAL.

*Délégués :*

Son Excellence le Dr VASCO DE QUEVEDO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne et auprès de la Société des Nations.

Commandant Abel FONTOURA DA COSTA, Professeur à l'Ecole navale, Président du Comité national d'étude pour la Réforme du Calendrier.

Le Dr A. M. Ferraz DE ANDRADE, Premier Secrétaire de Légation, Chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations.

ROUMANIE.

*Délégués :*

Son Excellence M. Constantin ANTONIADE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

Son Excellence M. Constantin CONTZESCO, Ministre plénipotentiaire, Membre des Commissions européenne et internationale du Danube.

M. Edmond CIUNTU, Premier Secrétaire de la Légation auprès de la Société des Nations.

SIAM.

*Délégué :*

Son Excellence Phya Abhibal RAJAMAITRI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

SUÈDE.

*Délégué :*

M. H. VON HEIDENSTAM, Commandant du Corps royal des ponts et chaussées.

SUISSE.

*Délégués :*

M. R. HEROLD, Directeur des Chemins de fer fédéraux.

M. R. HOHL, Chef de Section au Département politique fédéral.

M. Emile MARCHAND, Dr ès sciences mathématiques, Professeur titulaire à l'Ecole polytechnique fédérale, Vice-Directeur de la Société suisse d'Assurances générales sur la vie humaine, Président du Bureau du Comité suisse pour la Réforme du Calendrier.

M. E. HOFMEISTER.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

*Délégués :*

M. B. MÜLLER, Ingénieur, Ministre plénipotentiaire.

M. F. SITENSKY, Conseiller de première classe au Ministère du Commerce.

M. LACHOUT, Rapporteur de la Chambre de Commerce et de l'Industrie.

TURQUIE.

*Délégués :*

RIFAT-ISMAIL bey, Directeur général des chemins de fer de l'Etat.

ISHAN ALI bey, Vice-Président du Département du Commerce et des Tarifs à la direction générale des Chemins de fer de l'Etat.

PERU.

*Delegate :*

M. JOSÉ-MARIA BARRETO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

POLAND.

*Chief of the Delegation :*

M. W. MODEROW, Vice-President of the Polish Delegation to the Danzig Harbour Board.

*Substitute Delegates :*

M. A. KONOPKA, Chief of Section at the Ministry of Public Works.

M. E. LIPINSKI, Professor, Director of the Institute of Research on the General Movement of Business and on Price Formation, Chairman of the National Committee for the Reform of the Calendar.

PORTUGAL.

*Delegates :*

His Excellency Dr. VASCO DE QUEVEDO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne and accredited to the League of Nations.

Commander Abel FONTOURA DA COSTA, Professor at the Naval School, Chairman of the National Committee for Calendar Reform.

Dr. A. M. FERRAZ DE ANDRADE, First Secretary of Legation, Head of the Portuguese Service accredited to the League of Nations.

ROUMANIA.

*Delegates :*

His Excellency M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

His Excellency M. Constantin CONTZESCO, Minister Plenipotentiary, Member of the European and International Commissions of the Danube.

M. Edmond CIUNTU, First Secretary of the Legation accredited to the League of Nations.

SIAM.

*Delegate :*

His Excellency Phya Abhibal RAJAMAITRI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Rome.

SWEDEN.

*Delegate :*

M. H. VON HEIDENSTAM, Major, Royal Corps of Engineers.

SWITZERLAND.

*Delegates :*

M. R. HEROLD, Director of Federal Railways.

M. R. HOHL, Chief of Section at the Federal Political Department.

M. Emile MARCHAND, Professor at the Federal Technical University in Zurich, Vice-President of the Swiss Mutual Life Insurance Society, Zurich, Chairman of the Executive Commission of the Swiss Committee for Calendar Reform.

M. E. HOFMEISTER.

CZECHOSLOVAKIA.

*Delegates :*

M. B. MÜLLER, Engineer, Minister Plenipotentiary.

M. F. SITENSKY, First-Class Councillor at the Ministry of Commerce.

M. LACHOUT, Rapporteur at the Chamber of Commerce and Industry.

TURKEY.

*Delegates :*

RIFAT-ISMAIL Bey, Director-General of the State Railways.

ISHAN ALI Bey, Vice-President of the Department of Commerce and Tariffs at the General Administration of the State Railways.

URUGUAY.

*Délégué :*

M. Bernardo KAYEL, Ingénieur civil, Gérant général des usines électriques de l'Etat.

YOUGOSLAVIE.

*Délégués :*

M. Borivoi DJOURITCHITCH, Ancien Directeur général des Chemins de Fer de l'Etat et Membre de la Commission consultative et technique des communications et du transit.  
M. Douchan PANTITCH, Conseiller de Légation, Chef de la Section des Communications au Ministère des Affaires étrangères.

---

COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE  
(à titre consultatif).

M. P. COURTILET, Directeur au Ministère des Travaux publics, chemins de fer et postes, téléphones et télégraphes.

---

*Ont participé à la Conférence, à titre consultatif, les Organisations suivantes :*

LA COMMISSION CONSULTATIVE ET TECHNIQUE DES COMMUNICATIONS ET  
DU TRANSIT.

(Article 7 du Statut de l'Organisation du Transit.)

Son Excellence le Dr A. DE AGÜERO Y BETHANCOURT, Président de la Troisième Conférence générale des communications et du transit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Cuba à Berlin.  
M. Honorio ROIGT, Correspondant de la Commission du transit pour la question de la Réforme du Calendrier.

LA COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN.

M. J. HOSTIE, Secrétaire général de la Commission.

LA COMMISSION INTERNATIONALE DU DANUBE.

Son Excellence M. Alfred DE DIETRICH VON SACHSENFELS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie.

LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ELBE.

M. O. VON WESENDONK, Secrétaire général de la Commission.

LA COMMISSION TECHNIQUE PERMANENTE DU RÉGIME DES EAUX DU DANUBE.

Son Excellence M. Carlo ROSSETTI, Ministre plénipotentiaire, Président de la Commission.

LA COMMISSION INTERNATIONALE DE NAVIGATION AÉRIENNE.

M. A. ROPER, Secrétaire général de la Commission.

URUGUAY.

*Delegate :*

M. Bernardo KAYEL, Civil Engineer, General Manager of the State Electric Factories.

YUGOSLAVIA.

*Delegates :*

M. Borivoi DJOURITCHITCH, former Director-General of the State Railways and Member of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit.  
M. Douchan PANTITCH, Councillor of Legation, Chief of the Communications Section at the Ministry for Foreign Affairs.

---

SAAR TERRITORY GOVERNING COMMISSION

(in an advisory capacity).

M. P. COURTILET, Director at the Ministry of Public Works, Railways, Posts and Telegraphs

---

*The following Organisations took part in the Conference, in an advisory capacity:*

THE ADVISORY AND TECHNICAL COMMITTEE FOR COMMUNICATIONS AND TRANSIT

(Article 7 of the Statute of the Transit Organisation).

His Excellency Dr. A. DE AGÜERO Y BETHANCOURT, President of the Third General Conference on Communications and Transit, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Cuba in Berlin.

M. Honorio ROIGT, Correspondent of the Transit Committee for the Question of Calendar Reform.

THE CENTRAL COMMISSION FOR RHINE NAVIGATION.

M. J. HOSTIE, Secretary-General of the Commission.

THE INTERNATIONAL DANUBE COMMISSION.

His Excellency M. Alfred DE DIETRICH VON SACHSENFELS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Ministry for Foreign Affairs of Hungary.

THE INTERNATIONAL ELBE COMMISSION.

M. O. VON WESENDONK, Secretary-General of the Commission.

THE PERMANENT TECHNICAL HYDRAULIC SYSTEM COMMISSION OF THE DANUBE.

His Excellency M. Carlo ROSSETTI, Minister Plenipotentiary, President of the Commission.

THE INTERNATIONAL COMMISSION FOR AIR NAVIGATION.

M. A. ROPER, Secretary-General of the Commission.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DU TRAFIC AÉRIEN.

M. le Jonkheer L. VAN DEN BERCH VAN HEEMSTEDE, Directeur général de l'Association.

LE COMITÉ MÉTÉOROLOGIQUE INTERNATIONAL.

Le Dr Charles F. MARVIN, Chef du « Weather Bureau » des Etats-Unis d'Amérique.

L'OFFICE CENTRAL DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMIN DE FER.

M. C. COLOMB, Vice-Directeur de l'Office.

L'UNION INTERNATIONALE DES CHEMINS DE FER.

M. Gaston LEVERVE, Secrétaire général de l'Union.

LE BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION TÉLÉGRAPHIQUE.

M. BOULANGER, Vice-Directeur de l'Union.

L'UNION INTERNATIONALE DE RADIODIFFUSION.

*Délégué :*

M. M. RAMBERT, Administrateur délégué de la Société suisse de radiodiffusion.

*Délégué adjoint :*

M. A. BURROWS, Secrétaire général de l'Union.

LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE.

*Président de la Délégation :*

M. B. BORRIELLO, Vice-Président du Conseil économique de la Province de Naples.

*Délégués :*

M. A. CRESSY MORRISON, Président de l'Institut américain de la Ville de New-York.

M. M. J. NORDBERG, Commission administrative pour la Finlande près la Chambre de Commerce internationale; Consul général de Finlande à Paris.

M. M. RIESEN, Directeur de la Société suisse des Hôteliers, représentant de l'Alliance internationale de l'Hôtellerie.

M. W. Leslie RUNCIMAN, de la Compagnie d'armateurs « Walter Runciman & Co., Ltd. », Membre du Conseil de la Chambre des Armateurs du Royaume-Uni.

*Secrétaire :*

M. Paul WOHL, Directeur du Service « Transports et Communications » de la Chambre de Commerce internationale.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ARMATEURS.

M. W. Leslie RUNCIMAN, de la Compagnie d'armateurs « Walter Runciman & Co., Ltd. », Membre du Conseil de la Chambre des Armateurs du Royaume-Uni.

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT.

M. Robert BRATSCHI, Secrétaire général de l'Association des Cheminots suisses.

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS D'OUVRIERS  
D'USINE ET DE TRANSPORT.

M. J. FENSKI, Secrétaire de la Fédération.

M. H. BERRA, Secrétaire chrétien-social.



THE INTERNATIONAL AIR TRAFFIC ASSOCIATION.

Jonkheer L. VAN DEN BERCH VAN HEEMSTEDÉ, Director-General of the Association.

THE INTERNATIONAL METEOROLOGICAL COMMITTEE.

Dr. Charles F. MARVIN, Chief of the United States Weather Bureau.

THE INTERNATIONAL CENTRAL RAILWAY TRANSPORT OFFICE.

M. C. COLOMB, Vice-Director of the Office.

THE INTERNATIONAL RAILWAY UNION.

M. Gaston LEVERVE, Secretary-General of the Union.

THE INTERNATIONAL OFFICE OF THE TELEGRAPHIC UNION.

M. BOULANGER, Vice-Director of the Union.

THE INTERNATIONAL BROADCASTING UNION.

*Delegate :*

M. M. RAMBERT, Administrator-Delegate of the Swiss Broadcasting Company.

*Deputy-Delegate :*

Mr. A. BURROWS, Secretary-General of the Union.

THE INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE.

*President of the Delegation :*

M. B. BORRIELLO, Vice-President of the Economic Council of the Province of Naples.

*Delegates :*

Mr. A. CRESSY MORRISON, President of the American Institute of the City of New York.

M. M. J. NORDBERG, of the Administrative Commission for Finland at the International Chamber of Commerce; Consul-General of Finland, Paris.

M. M. RIESEN, Director of the Swiss Society of Hotel-keepers, representing the International Hotel Alliance.

Mr. W. Leslie RUNCIMAN, of the Shipping Company Walter Runciman & Co., Ltd., Member of the Council of the Chamber of Shipping of the United Kingdom.

*Secretary :*

M. Paul WOHL, Director of the Transport and Communications Service of the International Chamber of Commerce.

THE INTERNATIONAL SHIPPING CONFERENCE.

Mr. W. Leslie RUNCIMAN, of the Shipping Company Walter Runciman & Co., Ltd., Member of the Council of the Chamber of Shipping of the United Kingdom.

THE INTERNATIONAL FEDERATION OF TRANSPORT WORKERS.

M. Robert BRATSCHI, Secretary-General of the Association of Swiss Railwaymen.

THE INTERNATIONAL FEDERATION OF SYNDICATES OF CHRISTIAN  
FACTORY AND TRANSPORT WORKERS.

M. J. FENSKI, Secretary of the Federation.

M. H. BERRA, Christian Social Secretary.

LE COMITÉ NATIONAL AMÉRICAIN POUR LA SIMPLIFICATION DU CALENDRIER.

Colonel O. N. SOLBERT, Secrétaire du Comité.  
M. M. N. STILES.

*Ont désigné des représentants pour assister à la Conférence à titre d'observateurs, les Autorités et Organisations suivantes :*

L'ÉGLISE ANGLICANE.

Le Rév. Canon E. W. J. HELLINS, Prolocuteur de la Chambre inférieure de la Conférence de Cantorbéry.

LE CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DU CHRISTIANISME PRATIQUE.

M. P. H. STEELE, Secrétaire adjoint du Conseil.

LES AUTORITÉS RELIGIEUSES DES PAYS-BAS.

Le D<sup>r</sup> T. LEWENSTEIN, Grand Rabbin, représentant les Communautés israélites néerlandaises des Pays-Bas.

Le D<sup>r</sup> J. L. PALACHE, Professeur à l'Université d'Amsterdam, représentant les Communautés israélites portugaises des Pays-Bas.

LE COMITÉ ISRAÉLITE INTERNATIONAL POUR LA RÉFORME DU CALENDRIER.

Le D<sup>r</sup> J. H. HERTZ, Grand Rabbin des Congrégations israélites unies de l'Empire Britannique.  
M. Cecil ROTH, écrivain.

LA LIGUE POUR LA SAUVEGARDE DE LA FIXITÉ DU SABBAT.

M. P. S. HENRY.  
Le D<sup>r</sup> E. ADLER, Avocat.  
M. A. LEVINE.

LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DES ADVENTISTES DU SEPTIÈME JOUR.

M. A. S. MAXWELL, Pasteur.  
M. J. NUSSBAUM, Secrétaire général du Département médical de la Conférence.  
M. A. VOLLMER, Secrétaire du « Gemeinschaft der Siebenten-Tags-Adventisten in Deutschland ».

« THE AUSTRALASIAN CONFERENCE ASSOCIATION AND THE AUSTRALASIAN UNION CONFERENCE. »

M. R. A. ANDERSON.

« THE INTERNATIONAL RELIGIOUS LIBERTY ASSOCIATION. »

M. G. S. LONGACRE, Rédacteur en Chef et Secrétaire général de l'Association.

« THE INTERNATIONAL CALENDAR ORGANISATION. »

M. B. RICHMOND, Secrétaire et Directeur de l'Association.

NATIONAL COMMITTEE ON CALENDAR SIMPLIFICATION OF THE  
UNITED STATES OF AMERICA.

Colonel O. N. SOLBERT, Secretary of the Committee.  
Mr. M. N. STILES.

*The following Authorities and Organisations appointed representatives to attend the Conference as observers:*

THE CHURCH OF ENGLAND.

The Rev. Canon E. W. J. HELLINS, Prolocutor of the Lower House of the Convocation of Canterbury.

THE UNIVERSAL COUNCIL FOR LIFE AND WORK.

Mr. P. H. STEELE, Assistant Secretary to the Council.

THE RELIGIOUS AUTHORITIES IN THE NETHERLANDS.

Dr. T. LEWENSTEIN, Chief Rabbi, representing the Netherlands Israelite Communities in the Netherlands.  
Dr. J. L. PALACHE, Professor at the Amsterdam University, representing the Portuguese Israelite Communities in the Netherlands.

THE INTERNATIONAL ISRAELITE COMMITTEE CONCERNING THE  
REFORM OF THE CALENDAR.

Dr. J. H. HERTZ, Chief Rabbi of the United Hebrew Congregations of the British Empire.  
Mr. Cecil ROTH, Author.

THE LEAGUE FOR SAFEGUARDING THE FIXITY OF THE SABBATH.

Mr. P. S. HENRY.  
Dr. E. ADLER, Solicitor.  
Mr. A. LEVINE.

THE GENERAL CONFERENCE OF SEVENTH-DAY ADVENTISTS.

Mr. A. S. MAXWELL, Minister.  
M. J. NUSSBAUM, Secretary-General of the Medical Department of the Conference.  
M. A. VOLLMER, Secretary of the "Gemeinschaft der Siebenten-Tags-Adventisten in Deutschland".

THE AUSTRALASIAN CONFERENCE ASSOCIATION AND THE  
AUSTRALASIAN UNION CONFERENCE.

Mr. R. A. ANDERSON.

THE INTERNATIONAL RELIGIOUS LIBERTY ASSOCIATION.

Mr. G. S. LONGACRE, Editor and Secretary-General of the Association.

THE INTERNATIONAL CALENDAR ORGANISATION.

Mr. B. RICHMOND, Secretary and Director of the Association.

« THE WORLD CALENDAR ASSOCIATION. »

Miss E. ACHELIS, Présidente de l'Association.

L'UNION DES VILLES ALLEMANDES.

Le D<sup>r</sup> R. BLOCHMANN.

« THE UNIVERSITY ASSOCIATION FOR THE STUDY OF CALENDAR REFORM. »

Le D<sup>r</sup> MORRIS.

« THE BRITISH PARLIAMENTARY COMMITTEE ON CALENDAR REFORM. »

M. C. D. STELLING, Secrétaire honoraire du Comité.

qui se sont réunis à Genève du 12 au 24 octobre 1931, sous la présidence de Son Excellence M. le D<sup>r</sup> Augusto DE VASCONCELLOS, désigné par le Conseil de la Société des Nations. M. Silvain DREYFUS, Président de la Commission consultative et technique des communications et du transit, et M. B. DJOURITCHITCH, Président du Comité préparatoire de la Conférence, ont été désignés comme vice-présidents par la Conférence. M. HAAS, directeur de la Section des communications et du transit de la Société des Nations, était secrétaire général de la Conférence; M. ROMEIN, membre de la même Section, secrétaire général adjoint. Ils étaient assistés de M. METTERNICH et de M<sup>lle</sup> KEY-RASMUSSEN.

L'ordre du jour de la Conférence comprenait les points suivants:

1. Examen du rapport sur l'œuvre accomplie par la Commission consultative et technique des communications et du transit depuis la dernière Conférence générale;
2. Examen du rapport présenté par le Secrétaire général de la Société des Nations sur les mesures prises en exécution des décisions des conférences antérieures;
3. Renouvellement de la Commission consultative et technique des communications et du transit;
4. Mesures à prendre en cas d'événements graves de caractère général affectant les voies de communication;
5. Examen de l'opportunité, aux points de vue économique et social:
  - a) D'une stabilisation des fêtes mobiles;
  - b) D'une simplification du calendrier grégorien.

En ce qui concerne le point 1 de l'ordre du jour, la Conférence a discuté l'œuvre accomplie par la Commission consultative et technique des communications et du transit depuis la dernière Conférence générale. Elle a adopté les deux résolutions suivantes:

« TITRE NÉGOCIABLE POUR LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES  
PAR VOIE FERRÉE.

« La Conférence,

« Reconnaissant l'utilité qu'aurait, du point de vue économique et commercial, pour les transports internationaux par voie ferrée de certaines marchandises, pour certaines relations, la création d'un titre de transport négociable;

« Reconnaissant par ailleurs que l'introduction d'un tel titre de transport est susceptible d'entraîner, dans certains pays, certaines difficultés d'ordre juridique, administratif, technique et financier, mais espérant qu'il sera possible de surmonter ces difficultés;

« Ayant pris connaissance de l'état des études entreprises à ce sujet par le Comité spécial de l'Organisation des communications et du transit de la Société des Nations, d'une part, par la Chambre de Commerce internationale et par l'Union internationale des Chemins de fer, d'autre part, état qui permet d'entrevoir à bref délai un résultat concret:

« 1<sup>o</sup> Invite la Commission consultative et technique des communications et du transit à poursuivre les travaux relatifs à cette question, en collaboration avec la Chambre de Commerce internationale et l'Union internationale des Chemins de fer et à communiquer, à toutes fins utiles, le résultat de ces travaux aux gouvernements et à l'Office central des transports internationaux par chemin de fer;

« 2<sup>o</sup> Emet le vœu que le Conseil de la Société des Nations attire l'attention des gouvernements sur l'importance du problème, afin que sa solution pratique puisse intervenir dans le moindre délai compatible avec les dispositions de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer. »

THE WORLD CALENDAR ASSOCIATION.

Miss E. ACHELIS, President of the Association.

THE UNION OF GERMAN TOWNS.

Dr. R. BLOCHMANN.

UNIVERSITY ASSOCIATION FOR THE STUDY OF CALENDAR REFORM.

Dr. MORRIS.

THE BRITISH PARLIAMENTARY COMMITTEE ON CALENDAR REFORM.

Mr. C. D. STELLING, Honorary Secretary of the Committee,

who met at Geneva from October 12th to 24th, 1931, under the presidency of His Excellency Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, appointed by the Council of the League of Nations. M. Silvain DREYFUS, Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, and M. DJOURITCHITCH, Chairman of the Preparatory Committee of the Conference, were appointed Vice-Presidents of the Conference. M. HAAS, Director of the Communications and Transit Section of the League of Nations, was Secretary-General of the Conference, and M. ROMEIN, of the same Section, was Deputy-Secretary-General, assisted by M. METTERNICH and Miss KEY-RASMUSSEN.

The agenda of the Conference consisted of the following points:

1. Examination of the report on the work of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit since the last General Conference;
2. Examination of the report submitted by the Secretary-General of the League on the measures to be taken in execution of the decisions of the previous Conferences;
3. Renewal of the membership of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit;
4. Steps to be taken in case of grave occurrences of a general character affecting routes of communication;
5. Examination of the expediency from an economic and social standpoint:
  - (a) Of fixing movable feasts;
  - (b) Of simplifying the Gregorian calendar.

As regards Item 1 of the agenda, the Conference discussed the work done by the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit since the last General Conference. It adopted the following two resolutions:

“NEGOTIABLE DOCUMENT FOR THE INTERNATIONAL TRANSPORT OF GOODS BY RAIL.

“ The Conference,

“ Recognising the utility from the economic and commercial point of view of the creation of a negotiable transport document for the international transport of certain goods by rail over certain routes;

“ Recognising, further, that the introduction of such a transport document may involve certain difficulties of a legal, administrative, technical and financial nature in certain countries, but hoping that it will prove possible to surmount these difficulties;

“ Having noted the progress of the studies undertaken in this connection by the Special Committee of the Communications and Transit Organisation of the League of Nations on the one hand, by the International Chamber of Commerce and the International Railway Union on the other, from which a concrete result may be hoped for in the near future:

“ (1) Requests the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit to continue the work in connection with this question in co-operation with the International Chamber of Commerce and the International Railway Union, and to communicate the result of this work to the Governments and to the Central Office for International Railway Transport for any action that may be necessary;

“ (2) Recommends that the Council of the League of Nations draw the attention of the Governments to the importance of the problem in order that a practical solution may be adopted within the shortest period compatible with the provisions of the International Convention on the Transport of Goods by Rail. ”

« ENTRAVES A LA NAVIGATION MARITIME.

« La Conférence,

« Ayant procédé à un échange de vues au sujet des entraves à la navigation maritime,

« Prenant acte des déclarations faites par plusieurs délégations communiquant les mesures déjà prises pour remédier à certaines entraves signalées au cours de la discussion,

« Prie la Commission consultative et technique des communications et du transit d'étudier, en collaboration avec les gouvernements intéressés, et en vue de toutes recommandations utiles, les mesures susceptibles de porter remède aux entraves à la navigation maritime qui ont été signalées ou qui lui seraient signalées ultérieurement. »

En ce qui concerne le point 2, la Conférence a pris acte du rapport présenté par le Secrétaire général de la Société des Nations sur les mesures prises en exécution des décisions des conférences antérieures.

En ce qui concerne le point 3, la Conférence a procédé au renouvellement de la Commission consultative et technique des communications et du transit, les Etats suivants, à la suite du renouvellement auquel a procédé la Conférence, étant appelés à désigner des membres de la Commission: Allemagne, République Argentine, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Japon, Pologne, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay.

En ce qui concerne le point 4, la Conférence a adopté une recommandation sur les mesures qui seraient à prendre en cas d'interruption grave des voies de communication servant au transit international.

En ce qui concerne le point 5 *a*, la Conférence a adopté un acte relatif aux aspects économiques et sociaux de la stabilisation des fêtes mobiles.

En ce qui concerne le point 5 *b*, la Conférence a décidé de transmettre aux gouvernements invités à la Conférence un exposé sur les aspects économiques et sociaux de la simplification du calendrier grégorien.

*Le Président de la Conférence :*

(Signé) A. DE VASCONCELLOS.

---

“BARRIERS TO MARITIME NAVIGATION.

“ The Conference,

“ Having proceeded to an exchange of views regarding barriers to maritime navigation;

“ Noting the statements made by several delegations communicating the measures taken to remedy certain hindrances referred to in the course of the discussion:

“ Requests the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit to study and to recommend, in collaboration with the interested Governments, any measures calculated to remove such barriers to maritime navigation as have been notified or which may be brought to its notice in the future.”

As regards Item 2, the Conference noted the report submitted by the Secretary-General of the League of Nations on the measures taken in execution of the decisions of previous Conferences.

As regards Item 3, the Conference proceeded to the renewal of the membership of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, as a result of which the following States were called upon to appoint the members of the Committee: Germany, Argentine Republic, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, China, Cuba, Denmark, Spain, Finland, France, Hungary, Italy, Japan, Poland, Portugal, Switzerland, Czechoslovakia, Uruguay.

As regards Item 4, the Conference adopted a recommendation on the measures to be taken in the case of a grave interruption of routes of communication used for international transit.

As regards Item 5 (a), the Conference adopted an act regarding the economic and social aspects of fixing movable feasts.

As regards Item 5 (b), the Conference decided to transmit to the Governments invited to the Conference a survey of the economic and social aspects of the simplification of the Gregorian calendar.

(Signed) A. DE VASCONCELLOS,  
*President of the Conference.*

---

RECOMMANDATION RELATIVE AUX MESURES A PRENDRE EN CAS  
D'INTERRUPTION GRAVE DES VOIES DE COMMUNICATION  
SERVANT AU TRANSIT INTERNATIONAL.

La Conférence générale des communications et du transit est d'avis qu'au cas où le transit international sur le territoire d'un ou plusieurs Etats viendrait à subir une grave interruption, ceux des Etats dont les moyens de transport pourraient utilement concourir à l'établissement d'un trafic se substituant temporairement au trafic interrompu, devraient, chacun en ce qui le concerne, coopérer à l'établissement de ce trafic temporaire. Il devrait être entendu que, sous réserve des dispositions des engagements internationaux concernant les transports, les voyageurs ou les marchandises transportés seraient, autant qu'il est possible et dans toute la mesure compatible avec l'intérêt de ces voyageurs ou de ces marchandises, acheminés par un nouvel itinéraire comportant la plus grande réduction du parcours en détournement.

---



RECOMMENDATION CONCERNING MEASURES TO BE TAKEN IN CASES  
OF SERIOUS INTERRUPTION OF TRANSIT ROUTES.

The General Conference on Communications and Transit is of opinion that, should international transit through the territory of one or more States suffer serious interruption, those States whose means of transport could be of help in establishing traffic temporarily in place of the interrupted traffic should co-operate, each in its own territory, in the establishment of this temporary traffic. It should be understood that, subject to the provisions of international undertakings concerning transport, the passengers or the goods carried would, as far as possible and as far as is compatible with the interests of these passengers or goods, be forwarded by a new route involving the shortest possible detour.

---

## ACTE RELATIF AUX ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA STABILISATION DES FÊTES MOBILES.

La Conférence générale,

Étant appelée à se prononcer sur l'opportunité aux points de vue économique et social d'une stabilisation des fêtes mobiles;

Considérant que l'instabilité actuelle des fêtes mobiles trouble la régularité des activités industrielles, financières, commerciales et judiciaires, ainsi que l'application d'un plan normal d'études scolaires et universitaires;

Considérant que la saison de Pâques étant presque universellement une époque de vacances, la stabilisation de cette fête à une époque convenable présenterait de réels avantages pour l'ensemble de la population, notamment pour les employeurs et employés dans toutes les branches de l'industrie, de la finance et du commerce;

Considérant que des milieux étendus de la population, et notamment les milieux économiques ainsi que les milieux intéressés à l'éducation ont exprimé presque unanimement le désir d'une stabilisation des fêtes mobiles;

Considérant que la question de la stabilisation des fêtes mobiles est d'ordre éminemment religieux et que toute solution de cette question dépend de la libre décision des autorités religieuses;

Ayant pris connaissance de ce que, selon les vues exprimées par le Comité spécial de la réforme du calendrier dans lequel siégeaient des membres désignés par le Saint-Siège, par Sa Sainteté le Patriarche œcuménique et par Sa Grâce l'Archevêque de Cantorbéry, l'examen de la réforme du calendrier, tant en ce qui concerne la stabilisation de la fête de Pâques que la question plus générale de la réforme du calendrier grégorien ne se heurte pas à des difficultés d'une nature telle que l'on puisse d'avance les considérer comme insurmontables;

Ayant également pris connaissance de ce que, par lettre en date du 7 mars 1924 adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par l'intermédiaire de la Nonciature apostolique en Suisse, le Saint-Siège a fait connaître que s'il était démontré que le bien général demande quelques changements aux traditions vénérables actuellement suivies dans la détermination des fêtes ecclésiastiques, et notamment de la fête de Pâques, le Saint-Siège n'examinerait la question qu'après le vœu préalable d'un concile œcuménique;

Constatant qu'il résulte des travaux préparatoires que les autres autorités religieuses intéressées n'ont pas présenté d'objections contre la stabilisation des fêtes mobiles pour autant que les réformes à ce sujet auraient reçu l'assentiment de toutes les Eglises chrétiennes;

Considérant qu'il appartient à la Conférence d'exprimer l'opinion des gouvernements sur les aspects non religieux de la stabilisation de la fête de Pâques et des fêtes mobiles qui en dérivent;

Déclare que les gouvernements dont les représentants à la Conférence ont voté la présente déclaration, ou qui auraient communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations avant le 1<sup>er</sup> mai 1932 qu'ils s'associent à la présente déclaration, estiment, aux points de vue économique et social, que la stabilisation des fêtes mobiles est demandée par le bien général.

En ce qui concerne le jour qui pourrait être choisi pour la fête de Pâques, la plupart des gouvernements dont les représentants se sont prononcés à ce sujet ont exprimé une préférence pour le dimanche suivant le deuxième samedi d'avril.

Le Conseil de la Société des Nations est prié de porter le présent Acte à la connaissance des autorités religieuses intéressées en exprimant l'espoir qu'elles étudient dans l'esprit le plus favorable les suites qu'elles pourraient donner au présent Acte. Le Conseil est également prié de faire connaître avant le 30 avril 1933 aux gouvernements invités à la Conférence les vues que les autorités religieuses lui communiqueraient sur le présent Acte et sur les suites que lesdites autorités entendraient lui donner.

---

## ACT REGARDING THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF FIXING MOVABLE FEASTS.

Whereas this Conference is called upon to give its opinion on the expediency from an economic and social standpoint of stabilising the movable feasts;

And whereas the present instability of movable feasts disturbs the regularity of industrial, financial, commercial and judicial activities, as well as the application of a normal plan of school and university studies;

And whereas, the Easter season being almost universally a holiday period, the stabilisation of this festival at a suitable time would offer genuine advantages to the population as a whole, and especially to employers and employees in all branches of industry, finance and commerce;

And whereas large sections of the population, and particularly economic circles and those interested in education, have expressed the almost unanimous desire that movable feasts should be fixed;

And whereas stabilising the movable feasts is a pre-eminently religious question and any solution of the problem therefore depends on the free decision of the religious authorities;

And whereas the Conference has noted that, according to the views expressed by the Special Committee on Calendar Reform, which included representatives appointed by the Holy See, His Holiness the Œcumenical Patriarch, and His Grace the Archbishop of Canterbury, consideration of calendar reform, as regards both the stabilisation of Easter and the more general question of the reform of the Gregorian calendar, does not encounter difficulties which can be regarded in advance as insurmountable;

And whereas the Conference has also noted that, by a letter dated March 7th, 1924, sent to the Secretary-General of the League of Nations through the Apostolic Nuncio in Switzerland, the Holy See announced that, if it were proved that the general welfare called for changes in the venerable traditions at present followed in determining ecclesiastical feasts, particularly the feast of Easter, the Holy See would only examine the question on the preliminary recommendation of an œcumenical council;

And whereas, in the preliminary proceedings, the other religious bodies interested have raised no objection to the fixing of movable feasts, provided that such reforms meet with the approval of all the Christian Churches;

And whereas it is the duty of the Conference to voice the opinion of the Governments on the secular aspects of stabilising Easter and the movable feasts dependent thereon;

The General Conference declares that the Governments whose representatives at the Conference have voted for this declaration, or which inform the Secretary-General of the League of Nations before May 1st, 1932, that they endorse this declaration, consider, from the economic and social standpoint, that the common good calls for the stabilisation of movable feasts.

As regards the day that might be selected for the feast of Easter, most of the Governments whose representatives have expressed any opinion on the matter have pronounced in favour of the Sunday following the second Saturday in April.

The Council of the League of Nations is asked to bring this Act to the notice of the religious authorities concerned, expressing the hope at the same time that they will consider in the most favourable spirit what action they may take in the matter. The Council is also requested to notify the Governments invited to the Conference, before April 30th, 1933, of any views expressed by the religious authorities on this Act and on the action which they may propose to take upon it.

---

## RÉSOLUTION RELATIVE AUX ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA SIMPLIFICATION DU CALENDRIER GRÉGORIEN.

La Conférence décide de transmettre aux gouvernements invités à la Conférence l'exposé ci-après sur les aspects économiques et sociaux de la simplification du calendrier grégorien :

La Conférence a pris connaissance du rapport du Comité préparatoire sur la question des aspects économiques et sociaux de la simplification du calendrier grégorien, et a entendu les déclarations des représentants des divers gouvernements, ainsi que les informations complémentaires données par certains d'entre eux sur les *desiderata* des divers comités nationaux. La presque unanimité des délégations a estimé que le moment actuel n'était pas propice, compte tenu de l'état de l'opinion, pour procéder à une modification du calendrier grégorien.

Certaines délégations ont déclaré que leurs gouvernements n'étaient pas en état, à l'heure actuelle, de se former une opinion arrêtée sur les questions relatives à l'opportunité, aux points de vue économique et social, d'une simplification du calendrier grégorien.

La plupart des délégations à la Conférence ont nettement reconnu que le calendrier actuel présente des inconvénients tels que ceux exposés dans le rapport du Comité préparatoire, et ont estimé qu'il serait à coup sûr désirable en principe de disposer d'une mesure du temps plus simple et plus exactement appropriée aux besoins de la vie économique et sociale moderne. Un très grand nombre de délégations ont en outre pensé que toute réforme du calendrier, la plus modérée fût-elle, impliquant un changement délicat à des habitudes séculaires, il serait préférable de n'envisager aucune réforme qui ne fût pas susceptible de remédier aux plus sérieux désavantages du calendrier actuel. Sur trente-cinq délégations, onze ont estimé que, par exemple, une simple égalisation des trimestres ne comporterait pas des avantages assez importants pour compenser les difficultés qu'entraîne nécessairement toute modification des traditions et toute période transitoire; quatre ont émis un avis opposé. Il a été signalé, en outre, qu'un changement aussi minime au calendrier actuel n'apporterait aucun avantage sensible aux générations à venir. Un très grand nombre de délégations a enfin exprimé l'avis qu'une réforme quelconque du calendrier ne pourrait pratiquement aboutir que si elle était appliquée simultanément dans le monde entier, ou tout au moins dans la très grande majorité des États, et c'est pourquoi l'étude en a été placée sous les auspices de la Société des Nations.

La Conférence a examiné les mérites respectifs des calendriers perpétuels de douze mois et de treize mois tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Comité préparatoire. Au cours des discussions à la Conférence, on a fait ressortir que le calendrier de treize mois est théoriquement plus parfait, à condition, notamment, que des mesures appropriées puissent être envisagées pour la sauvegarde des contrats existants pendant la période transitoire, le calendrier perpétuel de douze mois, en revanche, ayant l'avantage de rompre moins nettement les habitudes acquises.

L'introduction de jours complémentaires ne portant le nom d'aucun des jours de la semaine, introduction nécessaire en pratique dans tous les calendriers perpétuels, a soulevé l'opposition de certaines communautés religieuses et de certains milieux sociaux dont les représentants ont été entendus par la Conférence. Quelques délégations se sont prononcées dans le même sens. La plupart des délégations à la Conférence ont estimé qu'à défaut d'un vif mouvement d'opinion en faveur de l'introduction d'un calendrier perpétuel, cette opposition rendrait, au moins dans certains pays, l'introduction du calendrier perpétuel particulièrement difficile, sinon impossible. Il a été suggéré à la Conférence, à ce propos, que si cette situation se maintenait, il serait possible d'apporter des améliorations notables au calendrier actuel sans l'introduction d'un calendrier perpétuel, par l'adoption d'un calendrier de treize mois non perpétuel et ne comportant pas l'introduction de jours complémentaires. Ce calendrier ne permettrait pas autant qu'un calendrier perpétuel l'exacte comparaison de périodes correspondantes entre années différentes, mais aurait néanmoins, selon ses partisans, l'avantage de diviser rationnellement l'année et de permettre une comparaison exacte entre périodes à l'intérieur d'une même année. Il supprimerait, en outre, l'inconvénient des semaines irrégulièrement divisées entre deux mois successifs d'une même année.

Dans le même ordre d'idées, l'attention de la Conférence a été attirée particulièrement sur l'usage qui tend à se répandre dans les grandes entreprises commerciales et industrielles de certains pays d'un calendrier auxiliaire généralement fondé sur la division de l'année en treize mois. Il a été indiqué qu'il y aurait intérêt à coordonner régulièrement les expériences acquises à ce sujet; si l'emploi de ces calendriers auxiliaires devenait assez général parmi les organisations commerciales et industrielles, ainsi que parmi les institutions statistiques, si surtout les communautés publiques venaient à en faire usage, l'opinion, peu à peu, serait mieux à même de percevoir exactement les conséquences d'une simplification du calendrier. Il a été également indiqué qu'il ne serait même pas impossible, dans ce cas, d'envisager l'éventualité que certains États dans les territoires desquels ces calendriers deviendraient d'un usage général se jugent à même de leur conférer, le moment venu, un caractère officiel comme calendriers auxiliaires reconnus dans l'exercice de certaines activités économiques officielles ou privées, concurremment, au moins pendant un certain temps, avec l'usage du calendrier ordinaire.

La Conférence a estimé que les efforts poursuivis par la Commission consultative et technique des communications et du transit, par son Comité spécial de la réforme du calendrier, par les comités

## RESOLUTION CONCERNING THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF THE SIMPLIFICATION OF THE GREGORIAN CALENDAR.

The Conference decides to transmit to Governments invited to the Conference the following survey of the economic and social aspects of the simplification of the Gregorian calendar:

The Conference has taken cognisance of the report of the Preparatory Committee on the question of the economic and social aspects of the simplification of the Gregorian calendar and has heard the statements of the representatives of the various Governments as well as the additional information supplied by some of these with regard to the desiderata of the various National Committees. The Conference was almost unanimous in coming to the conclusion that the present is not a favourable time, taking into account the state of opinion, for proceeding with a modification of the Gregorian calendar.

Certain delegations declared that their Governments were not in a position at the present time to form a definite opinion on questions relating to the expediency, from an economic and social point of view, of a simplification of the Gregorian calendar.

Most of the delegations to the Conference have clearly recognised that the present calendar has certain disadvantages, as explained in the report of the Preparatory Committee, and have expressed an opinion that it would certainly be desirable, in principle, to secure a simpler measure of time more accurately appropriate to the needs of modern economic and social life. A great many delegations, moreover, thought that, as any reform of the calendar, however moderate, would involve a rather awkward change in century-old habits, it would be preferable not to consider any reform which would not remedy the most serious defects of the present calendar. Of thirty-five delegations, eleven were of opinion that, for instance, a mere equalisation of quarters would not be accompanied by advantages sufficient to counterbalance the difficulties which must necessarily be encountered in connection with any modification of traditions or any period of transition. Four delegations were of a contrary opinion. It was also pointed out that such a small change from the present calendar would not confer any noticeable benefits on future generations. Finally, a great number of delegations expressed the opinion that any reform of the calendar could only be put into practice if it came into force simultaneously throughout the world, or at least in a very great majority of States, and it was for this reason that the study of this question had been placed under the auspices of the League of Nations.

The Conference examined the respective merits of the perpetual calendars of twelve and thirteen months as set out in the report of the Preparatory Committee. In the course of the discussions of the Conference, it was pointed out that the thirteen-month calendar was theoretically more perfect, particularly if appropriate measures could be devised for the purpose of safeguarding existing contracts during the transitional period, but that the perpetual calendar of twelve months possessed the advantage of disturbing acquired habits to a much smaller extent.

The introduction of supplementary days bearing no weekday name, a necessary adjunct in practice to all perpetual calendars, roused the opposition of various religious communities and certain social organisations whose representatives were heard by the Conference. Some delegations expressed the same view. Most delegations were agreed that, failing a strong trend of opinion in favour of a perpetual calendar, the opposition would, at least in certain countries, make it very difficult, if not impossible, to introduce the perpetual calendar. It was suggested to the Conference in this connection that, if this situation continued, it would be possible to make appreciable improvements in the present calendar without introducing a perpetual calendar, by adopting a non-perpetual calendar of thirteen months without the introduction of supplementary days. That calendar would not permit, as accurately as a perpetual calendar, an exact comparison of corresponding periods in different years, but would, nevertheless, in the opinion of its advocates, have the advantage of dividing up the year rationally, and of allowing of an exact comparison to be made between periods within the same year. It would also do away with the drawback of having weeks irregularly divided between two successive months in the same year.

In the same connection, the Conference's attention was drawn, in particular, to the use, which is becoming more and more extensive among large commercial and industrial undertakings in certain countries, of an auxiliary calendar, usually based on the division of the year into thirteen months. It was suggested that the experience gained in this matter should be properly co-ordinated. If the use of these auxiliary calendars became sufficiently general among commercial and industrial organisations and among statistical institutions, and, particularly, if they were employed by public authorities, it would gradually be possible for public opinion to perceive more clearly the consequences of a simplification of the calendar. It was also suggested that it was even possible that, if this were done, certain States in whose territories these calendars came into general use might think fit in due course to confer upon them an official character as auxiliary calendars recognised in certain official or private economic activities concurrently, at all events for a certain time, with the use of the ordinary calendar.

The Conference considered that the efforts of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, through its Special Committee for the Reform of the Calendar,

nationaux qui ont été institués sur sa demande, à la suite d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, et par le Comité préparatoire de la Conférence, n'ont pas été vains. Pour la première fois, l'opinion publique dans son ensemble a commencé à être mise à même de discuter sérieusement les avantages et les difficultés de la simplification du calendrier grégorien. Pour la première fois, elle a pu commencer à percevoir nettement qu'il dépendait d'elle seule de provoquer toutes décisions qu'elle pourrait juger utiles sur cette simplification. C'est aussi pour la première fois que l'ensemble des gouvernements a été amené à voir dans la simplification du calendrier une question précise susceptible de discussions entre eux au cours de délibérations officielles. Les travaux préparatoires ci-dessus mentionnés, de même que les discussions au sein de la Conférence, qui retiendront sans doute l'attention des gouvernements, apporteront aux services gouvernementaux compétents les éléments indispensables à une décision réfléchie.

La Conférence tenant compte de la situation ci-dessus exposée, n'a pas jugé opportun de se prononcer sur le principe même de la réforme du calendrier; mais la Commission consultative et technique des communications et du transit ne manquera pas de suivre les efforts qui continueront sans doute à être poursuivis pour éclairer l'opinion sur les avantages ou sur les inconvénients d'une réforme. Elle ne manquera pas non plus de tenir les gouvernements régulièrement informés à ce sujet. Elle persévéra ainsi dans sa tâche qui a toujours consisté, non à se livrer à une propagande quelconque, mais à éclairer impartialement l'opinion sur un problème économique et social dont l'expérience a montré, quelles que soient les idées émises pour ou contre la réforme du calendrier, qu'il éveillait un vif intérêt dans un grand nombre de pays du monde entier.

through the National Committees set up at its request, in consequence of a resolution of the League Assembly, and through the Preparatory Committee for the Conference, had not been in vain. For the first time, public opinion as a whole has begun to be in a position seriously to discuss the advantages and drawbacks of the simplification of the Gregorian calendar. For the first time it has begun to perceive clearly that it rested with it alone to take whatever decision it considered advisable with regard to this simplification. It is also for the first time that Governments in general have been brought to regard the simplification of the calendar as a definite question capable of discussion between them in the course of official deliberations. The preparatory work mentioned above, and also the discussions in the Conference, to which Governments will doubtless devote attention, will provide the competent Government departments with the material necessary for a considered decision.

In view of the situation set forth above, the Conference did not think fit to express any opinion on the principle of calendar reform, but the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit will follow the efforts which will doubtless continue to be made for the purpose of enlightening opinion as to the advantages or disadvantages of a reform. It will also keep the Governments regularly informed on the matter. It will thus continue its task, which has always consisted, not in any particular propaganda, but in the impartial enlightenment of public opinion on an economic and social problem which, as experience has shown, and whatever the arguments advanced for or against the reform of the calendar, arouses a lively interest in a large number of countries throughout the world.

---

